



meilleursvelos.fr

1er courtier en vélos & cargos électriques



FOODBIKE : LE NOUVEAU COMMERCE AMBULANT

LE RÈGLEMENTATION À SAVOIR



www.meilleursvelos.fr



Même s'il s'agit d'une activité saisonnière, l'activité d'un commerçant ou d'un artisan hors de la commune du domicile ou de l'établissement principal ou sur la voie publique nécessite différentes autorisations. Le professionnel doit être immatriculé au registre du commerce et des sociétés (RCS) s'il est commerçant, au registre des métiers (RM) s'il est artisan, ou déclaré en tant que micro-entrepreneur.

Vous souhaitez vous orienter vers une mobilité douce mais vous ne connaissez pas la réglementation pour votre commerce ambulant ?



QUI SOMMES NOUS ?

Spécialiste de la mobilité douce au service des entreprises, des particuliers & des collectivités, nous vous accompagnons sur le choix d'une solution de transport écologique.

Avec une sélection de fabricants de vélos, de triporteurs, de cargos en fonction de critères précis nous sommes en mesure de vous proposer les meilleures offres en fonction de vos besoins :

- Transport de personnes
- Transport de marchandises
- Vélos PMR
- Food bikes
- Vélos collaborateurs
- Trottinettes

Il existe forcément une solution adaptée à vos besoins !



INSTALLATION D'UN COMMERCE AMBULANT : LES RÈGLES À SUIVRE

DEMANDEZ VOTRE CARTE DE COMMERÇANT AMBULANT

Bien qu'il existe des exceptions, la carte de commerçant ou d'artisan ambulant (officiellement appelée « carte d'activité commerciale ou artisanale ambulante ») est obligatoire si vous comptez exercer votre activité ambulante en dehors de votre commune de domiciliation. Sans cette carte, vous n'avez pas le droit d'exercer.

La demande est à effectuer auprès de votre centre des formalités des entreprises (CFE), qui dépend de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) pour les commerçants. Elle doit être réalisée via le formulaire « Déclaration préalable pour l'exercice d'une activité commerciale ou artisanale ambulante », puis transmise selon l'une des modalités suivantes :

- par courriel, pour les CFE qui acceptent la transmission de la demande par de biais (se renseigner auprès du CFE concerné)
- sur place, la déclaration est alors remise contre récépissé
- par courrier, en adressant la déclaration au CFE par lettre recommandée avec avis de réception.



Il est important de noter que la carte de commerçant ambulant n'est pas à elle seule suffisante pour avoir le droit d'exercer son activité sur la voie publique. Dans la plupart des cas, le professionnel doit obtenir une autorisation d'occupation du domaine public.

Pour solliciter la carte, le futur commerçant ambulant doit être immatriculé au registre du commerce et des sociétés (RCS).

Cette carte est valable 4 ans, est renouvelable et est payante (30 € depuis le 1er août 2019).

Afin de ne pas freiner les professionnels dans leur activité ambulante, un certificat provisoire valable 1 mois, peut être délivré par le CFE à la demande de l'entrepreneur, en attendant que la carte définitive soit délivrée.



POUR QUELS PROFESSIONNELS LA CARTE D'ACTIVITÉ COMMERCIALE AMBULANTE EST-ELLE OBLIGATOIRE ?

La carte de commerçant ou d'artisan ambulant est obligatoire uniquement si l'activité est exercée en dehors de la commune de domiciliation du professionnel. Un commerçant qui par exemple, exerce son activité ambulante uniquement sur les marchés de la commune où est situé son domicile ou son établissement principal, n'est pas obligé de détenir la carte de commerçant non sédentaire.



La carte de commerçant/artisan ambulant est obligatoire pour :

- Le commerçant ou l'artisan (personne physique ou morale) qui exerce son activité en dehors de la commune où est situé son habitation ou son établissement principal.
- Le micro-entrepreneur qui exerce hors de la commune de son établissement
- Le commerçant ou l'artisan, son époux(se) ou son salarié, n'ayant ni domicile ni résidence fixe de plus de 6 mois.
- L'artiste ou forain dont le spectacle est itinérant ou les attractions ambulantes.

Les professionnels suivants en sont exemptés :

- les agents commerciaux
- les vendeurs à domicile et représentants (VRP)
- les vendeurs-colporteurs de presse
- les chauffeurs de taxi
- les transporteurs de marchandises
- les commerçants ou artisans effectuant des tournées de vente ou des prestations de services, dans une ou plusieurs communes, à partir d'un établissement fixe (réparation à domicile, vente de pain ou d'épicerie dans les zones rurales par exemple).



PENSEZ À VOUS ASSURER

Exercer une activité commerciale ambulante expose à des risques spécifiques comme les accidents de la route ou les intempéries qui peuvent provoquer des dégâts sur vos installations et/ou blesser des personnes. Même si ça n'est pas une obligation, il paraît indispensable d'être bien couvert pour exercer sereinement en tant que commerçant ambulant :

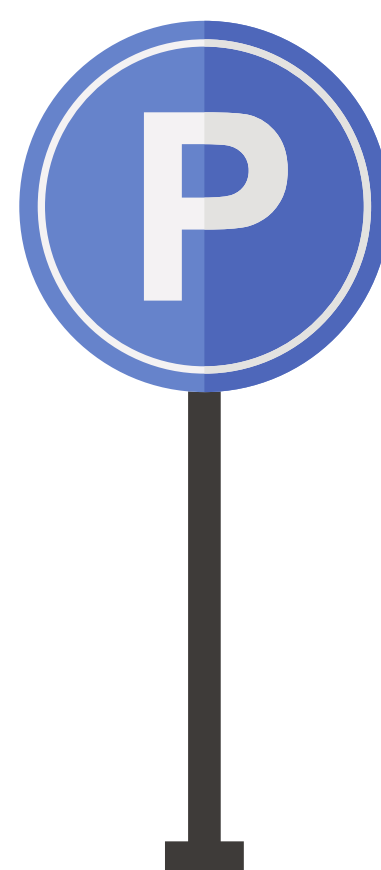


- il est vivement conseillé de souscrire une assurance dite de « responsabilité civile professionnelle ». Elle permet de vous couvrir par exemple si une personne se blesse à cause de votre équipement, ou si un client rencontre un problème avec l'un de vos produits.
- en complément, une assurance de type « multirisque » peut aussi s'avérer très utile car elle vous permet d'être couvert pour d'autres risques, comme en cas de perte, de vol, de vandalisme de votre matériel ou de votre stock, ou en cas de dégâts provoqués par des intempéries, etc. Vous devez déterminer avec l'assureur, les risques que vous souhaitez assurer et le niveau de la franchise.

L' autorisation de stationnement est nécessaire si vous stationnez.

Si vous déambulez en triporteur cette autorisation n'est pas obligatoire sauf décret municipal interdisant la vente ambulante.

L'achat d'un triporteur équipé pour le commerce ambulant reviendra moins cher que celui d'un fond de commerce.



SOLLICITEZ UNE AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Pour exercer votre activité commerciale ambulante et donc le plus souvent sur la voie publique, la carte de commerçant ambulant n'est pas suffisante. Dans la plupart des cas le professionnel doit obtenir une autorisation d'occupation du domaine public ou officiellement une « autorisation d'occupation temporaire (AOT) » de la part des autorités compétentes. L'autorisation prend généralement la forme d'un arrêté et entraîne le paiement d'une redevance.



Type d'autorisation :

- Demande d'emplacement sur un marché (Halles, marché, foire) : mairie, placier municipal ou organisateur de l'événement.
- Permis de stationnement, occupation sans emprise (terrasse ouverte, étalage, stationnement d'une camionnette, d'un foodtruck) : autorité administrative chargée de la police de la circulation : mairie en général ou préfecture, s'il s'agit d'une route nationale, départementale ou certaines artères de la ville.
- Permission de voirie, occupation privative avec emprise (terrasse fermée, kiosque fixé au sol...) : autorité administrative chargée de la gestion du domaine : mairie, s'il s'agit du domaine public communal.



Même si vous exercez une activité ambulante, vous devez respecter les règles inhérentes à toute activité commerciale. Par exemple vous êtes tenu, comme tout commerçant, de respecter les règles relatives à l'affichage du prix des produits que vous vendez.

Vous devez respecter les règles propres à votre domaine d'activité. Par exemple si vous commercialisez des produits alimentaires préemballés, vous devez indiquer une date limite de consommation ainsi que la présence éventuelle d'allergènes.

Vous devez également veiller à respecter la chaîne du froid via l'utilisation d'un véhicule frigorifique, de vitrines réfrigérées ou de conteneurs isothermes.

LE STREET FOOD : LES NORMES D'HYGIÈNES

Le commerce ambulant est une activité réglementée essentiellement par la loi du 3 janvier 1969, relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixes.

Les règles d'hygiène et de sécurité sanitaire sont les mêmes que pour les restaurateurs :

- règlement 852/2004 du 29 avril 2004 qui énonce les obligations générales en matière de sécurité sanitaire des aliments, et sur l'aménagement des locaux et leur équipement.
- arrêté du 21 décembre 2009 indique les températures de conservation des produits périssables.

Une formation spécifique en matière d'hygiène alimentaire d'une durée de 14h conforme au référentiel décrit à l'annexe II de l'arrêté du 5 octobre 2011, a été rendue obligatoire pour au moins une personne au sein de l'entreprise.



Vous êtes dispensé de cette formation si vous :

- pouvez justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 3 ans au sein d'une entreprise du secteur alimentaire en qualité de gestionnaire ou exploitant
- êtes titulaires d'un diplôme ou d'un titre de formation professionnelle de niveau V minimum inscrits au répertoire national des certifications professionnelles ».

Ces formations sont dispensées par les principaux syndicats de restauration et par la plupart des chambres consulaires (Chambre de commerce et d'industrie, Chambre de métier et de l'artisanat).

OBTENIR L'AGRÉMENT DES SERVICES VÉTÉRINAIRES DU DÉPARTEMENT

Il faut adresser à cette administration une demande écrite d'agrément en expliquant les caractéristiques du véhicule.

Elle donne rendez-vous pour une inspection et vérifiera que le véhicule est conforme aux normes sanitaires fixées par l'arrêté du 9 mai 1995 relatif à l'hygiène des aliments remis directement au consommateur et par l'arrêté du 20 juillet 1998 sur les conditions techniques et hygiéniques applicables au transport des aliments.

Ces normes vont dépendre des produits alimentaires qui seront vendus.



LES NORMES DE SÉCURITÉ

Les installations d'électricité, de gaz et de ventilation doivent présenter des garanties de sécurité et de bon fonctionnement.

Les matériaux doivent être résistants au feu et compatibles avec une utilisation alimentaire.

Prévoyez un extincteur en cas de risque d'incendie.



DES QUESTIONS

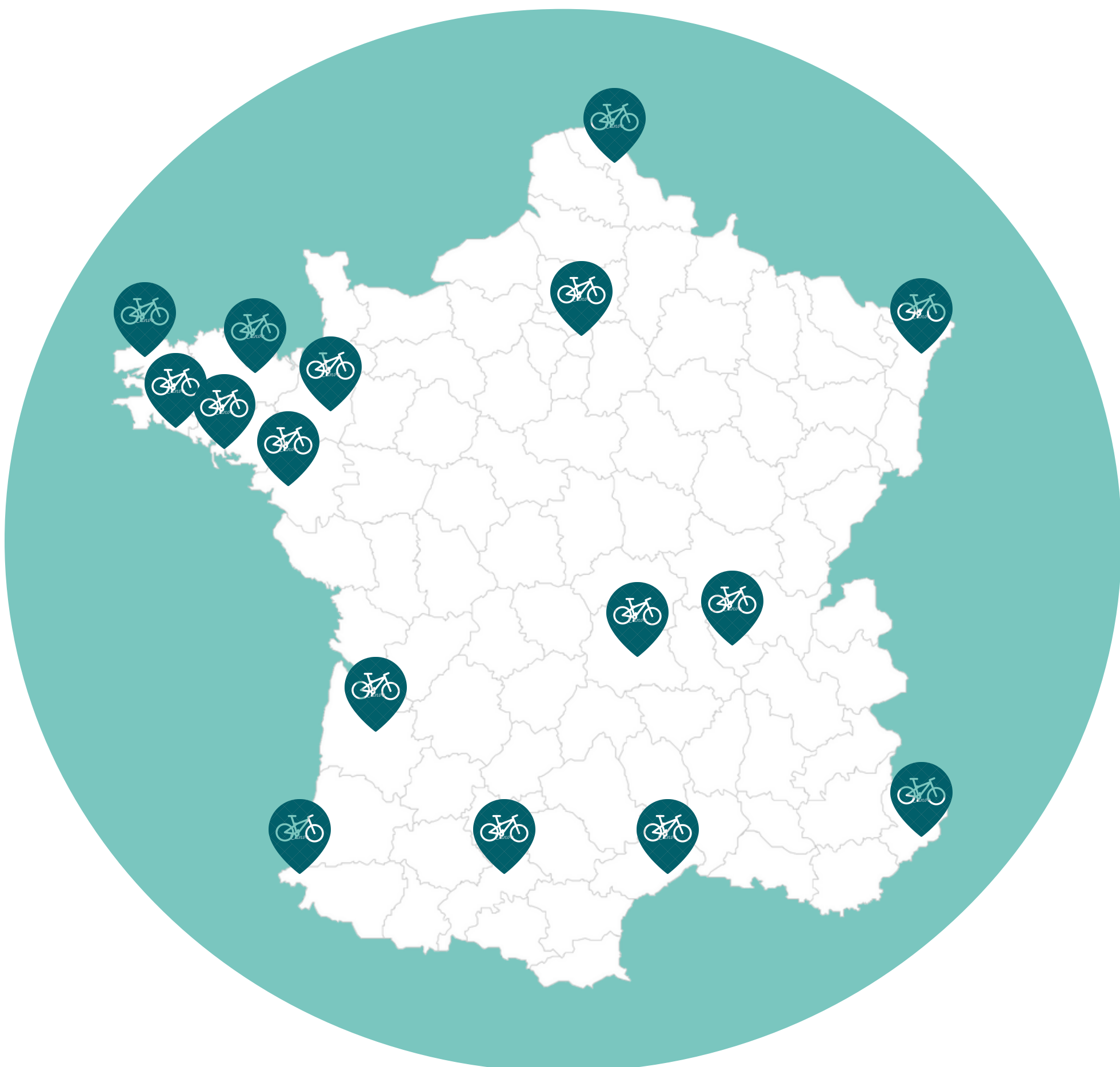
Pour toutes demandes sur le choix ou le financement de votre vélo ou cargo électrique,
contactez-nous par e-mail et téléphone :

contact@meilleursvelos.fr

tel : 07.80.97.60.74



NOTRE PRÉSENCE



www.meilleursvelos.fr

